

L'arme et la Paix

Journal trimestriel édité par l'association Initiatives Citoyenneté Défense - Janvier 2019 - N°39

ÉDITO

Pour un investissement populaire conscient et réfléchi au service de la paix dans le monde.

Au delà des traditionnelles célébrations en famille ou entre amis, les fins d'années sont également le temps des bilans. Un moment privilégié où l'on se penche sur les événements de l'année écoulée et leurs conséquences et où l'on réfléchit aux perspectives de l'année qui débute.

Ce numéro de L'arme et la Paix se place résolument dans cette double perspective avec une longue interview de Frédéric Delorca que nos lecteurs connaissent déjà bien. Un rapide mais très pertinent tour du monde géostratégique où il est question du Proche-Orient mais aussi de l'Afrique, de l'Amérique Latine... Quelques pages très denses pour entamer cette année 2019 avec les idées claires et qui débouchent

sur une des questions centrales de notre revue Que peuvent faire les Français progressistes sur l'international ? Une question que se posent nombre de nos lecteurs.

En complément à cette analyse, nous proposons à votre lecture la communication rédigée par les adhérents de la CGT du groupe Thales lors de leur assemblée générale de novembre 2018. Des militants placés au cœur de la relation contradictoire entre L'arme et la Paix et dont il est intéressant de connaître la position notamment vis à vis du commerce des armes.

Bonne lecture, bonnes réflexions mais aussi une bonne année 2019 à toutes nos lectrices et à tous nos lecteurs.

■ Marc Dorel



Retrait US de Syrie; un tournant supplémentaire ?

L'annonce du retrait des troupes US de Syrie marque l'échec de la tentative occidentale de "regime change" amorcée en Syrie depuis 2011. De nombreuses troupes y avaient été déployées par la coalition occidentale - en totale violation, il faut le rappeler, du droit international (le déploiement de troupes étrangères dans un état souverain doit faire l'objet d'un accord de ce pays ou sinon d'un mandat de l'ONU). Près de 2000 hommes avaient été déployés en Syrie par les USA, tandis que la France aurait mobilisé environ 1200 militaires au sein de la coalition occidentale - dont 200 membres des forces spéciales dans le Nord syrien. La Grande-Bretagne, mais aussi Israël et la Turquie sont intervenus illégalement sur le territoire syrien. Au total près d'une soixantaine de pays avaient été impliqués par les USA dans la coalition occidentale, parmi lesquels la France, la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Italie, la Norvège, etc. Il faut ajouter à ces nations occidentales l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Maroc, la Jordanie, Bahreïn, le Qatar.

En laissant cet immense chaos humain et de ruines, les USA conservent encore près de 50 000 hommes dans la région (Émirats Arabes Unis, Qatar, Koweït, Bahreïn, Turquie, Jordanie, Égypte, etc.) Ce retrait surprise, qui a provoqué la démission du ministre US de la défense, laisse les alliés les plus engagés (dont la France) en situation délicate. Il modifie également la donne au plan diplomatique, en provoquant un rapprochement de raison entre les forces kurdes et l'armée syrienne, sur le terrain, et en laissant à la Turquie un libre champ avec la Russie et l'Iran.

Il rappelle à quel point une diplomatie indépendante aurait été bien plus utile à la France et à son action pour la paix dans cette région du monde.

Un tour du monde géopolitique pas comme les autres

Frédéric Delorca nous livre son état du monde loin des idées reçues et combat ainsi deux écueils à la pensée : une vision manichéenne et une soumission aveugle aux médias dominants.

L'arme et la Paix : Quels éléments vous paraissent les plus marquants concernant l'actualité internationale des derniers mois ?

Frédéric Delorca : Concernant l'actualité mondiale, il semble qu'il faille toujours commencer par le Proche-Orient qui, bien que le pétrole n'ait plus l'importance stratégique d'autrefois, reste une zone géostratégique fondamentale pour le contrôle de l'Asie, et le nœud d'enjeux symboliques qui comptent pour beaucoup de gens de confession monothéiste dans les pays moins sécularisés que la France. On a l'impression que l'équilibre stratégique dans cette région est plus que jamais marqué par le paradoxe et la précarité. La résistance palestinienne face à l'occupation israélienne n'obtient pas de résultats tangibles face au gouvernement Netanyahu renforcé par le soutien de Trump, mais l'autre grande force armée de résistance, le Hezbollah au Liban, sort renforcé militairement par la guerre de Syrie et politiquement par le résultat des élections législatives. Le gouvernement syrien a reconquis son pays, mais sur Idleb il est tributaire de la bonne volonté d'Erdogan, et sur les territoires à l'Est de l'Euphrate d'un hypothétique retrait américain qui n'est pas à l'ordre du jour, tandis qu'on ne voit toujours pas comment peut émerger un pluralisme politique dans ce pays maintenant exsangue, surtout occupé comme l'Irak à panser ses plaies. Le jeune prince Ben Salman d'Arabie saoudite après avoir joué les matamore au Yémen et contre le Qatar pourrait bien être sur le point de connaître le même sort que le Cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani, victime d'une révolution de palais à Doha en 2013, ce qui plongerait encore plus profondément la gérontocratie saoudienne dans une impasse. Autrement dit, tout est précaire : il n'y a jamais d'assurance que les gagnants d'aujourd'hui le seront aussi hier, tout semblant relever dans cette région du coup de poker permanent, au milieu du chaos considérable qu'ont causé les destructions des villes en Syrie et en Irak, et le déplacement massif des populations.

A&P : Comment analysez-vous le jeu de la Russie dans cette zone ?

F.D. : Elle a été indubitablement plus efficace pour écraser l'Etat islamique que les Occidentaux. Au point qu'on peut se demander si ces derniers voulaient vraiment en finir avec ce groupe. On touche là à d'épineuses questions qui ont été déjà soulevées à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001, mais aussi des attentats de Manchester, ou du Bataclan compte tenu de ce qu'on a appris des carences dans la

prévention et dans la gestion de ces crises : certains secteurs du dispositif militaire et policier occidental, notamment dans les services secrets, n'ont-ils pas intérêt à "laisser faire" voire à commanditer les attaques des barbares? En tout cas, en Syrie le cœur du problème était la politique fabiusienne et celle d'Obama qui livrait à Al Qaïda des armes en grande quantité en feignant de voir en eux de "bons islamistes", tout en sachant que leurs armes étaient ensuite exfiltrées vers Daech. Une politique moins candide que cynique en réalité, la preuve en est qu'elle se poursuit encore aujourd'hui quoi qu'à une moindre échelle, dans la zone kurde : début novembre 2018 le journal turc Yeni Shafak accusait les Américains, avec des éléments précis à l'appui, de continuer d'armer clandestinement Daech. Dans une logique d'ordo ab chaos, les Occidentaux gardent un intérêt à entretenir l'existence de l'Etat islamique ici ou là, en Syrie comme en Irak, comme une épine dans le pied, manipulable à loisir, contre les pouvoirs en place, y compris d'ailleurs contre le gouvernement kurde syrien protégé par l'US Army. Les Russes qui affrontaient un risque plus vital de voir les terroristes déstabiliser le Caucase et l'Asie centrale ont été plus cohérents en jouant la carte du gouvernement légal, celui de Bachar el-Assad qui jouissait encore d'un large soutien dans son pays, et celle de la collaboration (mesurée) avec l'Iran, sans compromission avec aucun des groupes islamistes takfiristes de la région. Leur avantage militaire et diplomatique a été évidemment renforcé quand le président turc Erdogan a basculé dans leur camp, ce qui leur a permis d'imposer une pacification en douceur du district d'Idleb. La folie du régime saoudien qui boycotte le Qatar pourrait d'ailleurs leur faire obtenir la même alliance avec Doha.

A&P : Y a-t-il un risque que les Occidentaux renouvellent leur opération de bombardement comme le 14 avril 2018 ?

F.D. : C'est une option que les foudres de guerre irresponsables (notamment dans nos grands médias) ne cessent d'agiter à des fins de propagande. L'intoxication périodique de l'opinion publique à propos de la purement légendaire utilisation d'armes chimiques par le régime d'Assad va dans ce sens. Mais la réalité sur le terrain ne se prête plus du tout à ce genre d'opération. En avril dernier, l'opération militaire de Trump était surtout destinée à rassurer le parti des médias et des banques favorable à la guerre, sur le thème « mais oui les Etats-Unis existent et agissent ». Mais en coulisse les Etats-Unis ont prévenu en avance les Russes et négocié avec eux ce qui pouvait être bombardé et ce qui ne le pouvait pas, en échange de la préservation des vies des soldats américains



Les frappes occidentales du 14 avril 2018 : selon le Pentagone, les États-Unis auraient à eux seuls détruit, à l'aide de 76 missiles, le centre de recherche et développement d'armes chimiques et biologiques de Barzé (Barzah) au nord-est de Damas (photo) et ainsi « atteint le cœur du programme d'armes chimiques syrien ». 29 missiles de la coalition – dont 12 français – ont ciblé deux sites de stockage d'armes de Him Shinshar, près de Homs, à 175 kilomètres au nord de Damas.

stationnés au Kurdistan syrien. L'opération fut théâtrale et ne fit que peu de dégâts. D'autant que la plupart des missiles ont été interceptés par la DCA syrienne, ce qui coûte cher au contribuable américain. La France macronienne dans son rôle de caniche, digne du mandat précédent de François Hollande, s'est discréditée moralement en attaquant (une fois de plus) un pays souverain sans mandat de l'ONU mais aussi matériellement puisque, semble-t-il, il y a eu beaucoup d'avaries techniques... L'alternative à l'ingérence occidentale a semblé être l'intervention aérienne israélienne. Il y en a eu plusieurs sous le prétexte, apparemment fallacieux, de liquider des installations iraniennes ou du Hezbollah (Damas a affirmé que ce sont ses casernes qui ont été ciblées), mais ils se sont tiré une sacrée balle dans le pied en plaçant, en septembre dernier, leur chasseur bombardier derrière un avion de transport de troupes russe pour se protéger d'un missile de la DCA syrienne. Tel Aviv n'avait pas eu l'intelligence qu'avait Washington de prévenir Moscou suffisamment en avance avant de frapper. Le résultat est que Moscou peut désormais livrer avec bonne conscience des missiles sophistiqués S-300 à Damas, ce que la Russie n'avait pu assumer jusque là à cause des risques vitaux pour les intérêts d'Israël. Au passage tout cela fait une extraordinaire publicité pour les armes russes. L'Inde, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Qatar se précipitent pour acheter des S-400 à Moscou. Cette arme comme le nouveau missile hypersonique russe intercontinental Avangard que les Américains avouent être incapables d'intercepter sont en train de modifier sérieusement la donne stratégique planétaire.

A&P : En revanche il n'y a pas de S-300 ou S-400 pour le Yémen...

F.D. : Non. On est frappé de voir avec quelle impunité le monde laisse la coalition saoudienne affamer et détruire sous ses

bombes la partie Nord du pays autour de la capitale contrôlée par les Houthis. C'est une indifférence orchestrée, comme on l'a vu quand, en mars dernier, les sénateurs américains (5 républicains, 37 démocrates et 2 indépendants) ont été traités de pro-iraniens, ce qui les a empêchés d'emporter la majorité. Le rôle de l'American Israel Public Affairs Committee fut gros comme un éléphant dans un couloir dans cette campagne en faveur des atrocités saoudiennes, et c'est le même lobby qui dans nos médias fait passer cette guerre, juste pour une malheureuse "tuerie" entre factions. C'est un des thèmes sur lesquels les citoyens français devraient se mobiliser plus et écrire à leurs députés car Macron est en première ligne pour fournir des armes aux agresseurs saoudiens et émiratis. L'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul a fait reculer l'Allemagne et le Canada dans leur soutien à Riyad mais pas notre président. La guerre du Yémen s'insère dans le cadre d'une confrontation générale avec l'Iran, mais c'est une confrontation complètement absurde que les Américains ne peuvent même pas assumer jusqu'au bout : en Irak ils ont besoin de l'Iran qui y est en position de force. Et, récemment, on a vu que Donald Trump a dû lever la menace de sanctions contre certains pays qui achètent du pétrole à Téhéran : la Chine, l'Inde, l'Italie et la Grèce. Sans doute pour éviter une flambée des prix du pétrole. On arrive ainsi au paradoxe que les alliés des États-Unis pourront encourir des sanctions dont d'autres pays seront exemptés. On attend toujours de voir le président Macron "sauver" l'accord nucléaire signé par Obama avec Téhéran comme il l'avait promis, ou défendre les intérêts de Total, Renault, PSA, etc. en Iran...

A&P : La politique de sanction contre l'Iran ne ressemble-t-elle pas à celle contre la Russie ?

F.D. : Oui, à ceci près qu'elle est visiblement destinée à plaire



Selon Frédéric Delorca, Donald Trump est beaucoup plus malin que les médias ne veulent le faire croire. Il a adouci les rapports avec Moscou, ouvert des négociations avec la Corée du Nord, avec toujours la même méthode : la surenchère verbale avant l'apaisement. Cependant, la course à l'armement et un budget militaire en forte hausse aux U.S.A. ont de quoi inquiéter.

à Israël et uniquement à cela. On a le sentiment que Trump, pour réussir la politique économique qui est sa priorité, doit faire de la surenchère pro-Netanyahou à l'extérieur et ne peut pas imposer le pragmatisme dont il voudrait faire preuve à l'égard de Poutine, même si à mon sens il a beaucoup contribué à adoucir la rhétorique guerrière dans les rapports avec Moscou. Trump est beaucoup plus malin que les médias ne veulent le faire croire. Il l'a montré à l'égard de la Corée du Nord en sachant aboutir à un processus de négociations après une montée aux extrêmes en 2017 (même si tout est loin d'être réglé dans cette affaire où on peut se demander qui va tromper l'autre en premier, sauf si, comme certains le laissent entendre, Kim Jong Un dans cette affaire est employé par Trump pour liquider certains trafics de la CIA, et dans ce cas tout dépendra de l'issue de combats contre certaines mafias). La surenchère verbale avant l'apaisement est sa méthode ; il l'avait déjà annoncé pendant la campagne électorale ; et la stratégie de la tension à l'égard de la Chine relève sans doute de la même tactique. A l'égard de la Russie, le fauteur de tensions est moins Trump que les clients locaux des Etats-Unis. Il y a toutes sortes de potentats locaux, proches de l'Establishment démocrate, du financier Soros (le père des révolutions de couleur en Yougoslavie et dans l'ex-URSS), des banquiers de Wallstreet, qui ont un intérêt à entretenir le bras de fer avec Poutine. Djukanovic au Monténégro a demandé le rattachement de son pays à l'OTAN visiblement sans que cela enchante Trump car cela coûtera plus aux Etats-Unis que ça ne leur rapportera, et le nouveau gouvernement de Macédoine prend le même chemin. La présidente de Croatie qui est une amie des Clinton ne manque jamais une occasion d'humilier la Serbie. Et il est probable que le régime nationaliste de Porochenko en Ukraine (encore un grand ami des Clinton) ait été le 31 août dernier, derrière l'assassinat du président de la République populaire autoproclamée de Donetsk Alexandre

Zakhartchenko, un acte visiblement destiné à raviver la guerre dans le Donbass. Notez que le président Macron (il faut bien que l'on parle de lui puisque nous sommes en France) a toujours l'art de récompenser ces criminels ou complices de crimes de guerre. En octobre il a fait nommer la ministre des affaires étrangères rwandaise Louise Mushikiwabo comme secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie. Une américano-rwandaise qui travaille pour le régime du dictateur suppôt des Clinton, Paul Kagame, qui a interdit l'usage du français dans les écoles de son pays, semé la guerre civile au Congo, et qui crache sur notre République dans chacun de ses discours. Aux cérémonies du centenaire du 11 novembre 1918, l'ex-leader de l'UCK kosovare était aux premières loges sur les Champs Elysée juste derrière Vladimir Poutine, alors que le président de la Serbie, pays allié dont le drapeau flottait sur la Maison blanche il y a cent ans et qui a perdu plus d'un quart de sa population dans le conflit était relégué loin derrière.

A&P : Pour revenir à la Russie, que faut-il penser du récent retrait des Etats-Unis du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire signé en 1987 entre Gorbatchev et Reagan ?

F.D. : Le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire ne paraît pas être un phénomène très significatif. Comme beaucoup l'ont remarqué, Washington avait déjà menacé de le faire en 2014 après avoir accusé la Russie de l'avoir violé, et il y avait aussi le problème de la Chine qui pouvait fabriquer ce genre de missile puisqu'elle n'était pas partie à ce traité. De toute façon le ver était dans le fruit avec la création du bouclier anti-missile en Europe de l'Est installé par Obama, dans lequel les vecteurs défensifs pouvaient être facilement transformés en armes offensives de moyenne portée. Sur ce point comme

sur d'autres, Trump ne fait qu'agir dans la lignée de logiques anciennes pour donner des gages aux faucons de l'Establishment américain. Il a besoin de cela pour qu'on le laisse gouverner par ailleurs sur ses programmes économiques et sociétaux : songez à la polarisation entretenue par les démocrates – avec les subsides de riches donateurs – autour de la désignation du juge Kavanaugh à la Cour suprême, ou des "caravanes frontalières" amenées par le lobby de l'Open society de Soros au Mexique à huit jours des élections de mi-mandat, sans oublier, bien sûr, l'incitation permanente à la révocation du président sous prétexte visiblement "bidon" d'une soi-disant ingérence russe en 2016. Le 1er novembre dernier, une cinquantaine de très grandes multinationales, dont Apple, Google, Microsoft, Amazon, Facebook, ont écrit à Trump pour protester contre sa politique à l'égard des « transgenre » (transsexuels), ce qui eut été impensable il y a 15 ans quand le Big business se voulait apolitique pour ne pas perdre de clients. Trump doit affronter des pouvoirs très puissants face à lui qui veulent sa peau à longueur de semaines.

Ce qui m'inquiète plus c'est justement le pouvoir persistant de cet "Etat profond", du noyau de l'Empire américain, lié aux multinationales, qui se manifeste dans le fait que non seulement Donald Trump n'a pas pu liquider les bases militaires de son pays aux quatre coins du monde, comme il en avait plus ou moins l'intention (notamment quand il a menacé de retirer son armée du Japon) – des bases qui lui coûtent maintenant bien trop cher –, mais aussi dans le fait que les actions meurtrières des USA, notamment en Afrique et au Proche-orient, n'ont jamais été aussi nombreuses depuis 10 ans : loin des regards, les attaques de drones ont augmenté sous Trump en Somalie et au Sud du Yémen, et les bombardements en Afghanistan battent des records avec son lot de victimes collatérales impossibles à chiffrer. Très inquiétante aussi est cette course à l'armement américaine totalement folle qui enrichit les capitalistes mais constitue une aberration économique complète au vu des inégalités entre pays riches et pauvres. On a vu en début d'année, au terme d'une incroyable surenchère entre la présidence et le congrès, le budget militaire américain atteindre les 700 milliards de dollars (autant que les 7 autres plus grands dépensiers réunis). Il entraîne dans ce sillage la Russie, la Chine, l'Inde, mais aussi la France et le Royaume Uni obligés d'augmenter leurs dépenses pour "rester dans la course". On sent qu'il y a des enjeux nouveaux dans ce militarisme forcené. La conquête de l'espace (des compagnies américaines veulent contourner le traité de l'espace de 1967 pour exploiter les minerais des astéroïdes et de la Lune), la conquête de l'Arctique débarrassé de ses glaces à la faveur du réchauffement climatique, sans compter toutes les expérimentations scientifiques et le conditionnement psychologique qui vont avec, et qui profitent aux multinationales, lesquelles capitalisent sur notre abrutissement collectif, nos peurs, notre enfermement dans des univers virtuels qui est le corollaire de la stratégie de la peur. Il y a bien peu de chances que cette course à la dépense sous la houlette des généraux et des banquiers ait pour but le bien-être et l'épanouissement des peuples.

A&P : Que penser des pays européens ?

F.D. : Paradoxalement un des hommes les plus fiables du "Deep State" américain en ce moment, c'est-à-dire de la structure économique et militaire qui veut garder un contrôle impérial sur le monde, c'est Emmanuel Macron. Voyez quel soutien tous les grands médias planétaires lui accordent en permanence. Les 25 et 26 septembre derniers à New York il a reçu des mains du Secrétaire général des Nations unies Erik Solheim le titre de « champion de la Terre », puis il est allé se pavaner à la cérémonie des Goalkeepers de Bill Gates (tout cela est lié, Erik Solheim ex-ministre écologiste a fait son chemin à l'international en travaillant pour un think tank libéral largement co-financé par la Fondation Bill Gates). Macron est le partenaire idéal des banquiers de Wallstreet pour la mise en œuvre de la "gouvernance mondiale" chère à Jacques Attali, pas seulement sur le volet écologique. D'ailleurs ce n'est pas un hasard si le groupe de Bilderberg l'avait coopté en 2014 quand il n'était que secrétaire général adjoint de François Hollande. Si aujourd'hui il défend une Europe militaire de défense, c'est parce qu'il a peur que Trump ne finisse par casser l'OTAN en provoquant paradoxalement une sorte de sécession des Etats-Unis à l'égard de l'empire qu'eux-mêmes ont fondé, un peu comme, en 1992, la Russie avait fait sécession de l'URSS dont elle était, alors que l'Asie centrale lui serait bien volontiers restée fidèle... Mais Trump a raison d'ironiser sur le fait qu'il est peu probable que la France ou l'Allemagne investissent sérieusement dans une politique militaire vu l'état de leurs finances et leurs divergences politiques. Un système militaire comme celui des Etats-Unis qui s'est construit pendant la seconde guerre mondiale ne peut pas sortir ex nihilo du sol européen dans un contexte de paix.

A&P : Vous parlez de la caravane des migrants hondurienne, que faut-il penser de l'évolution de l'Amérique latine ?

F.D. : C'est un continent malade des inégalités et de la violence, où la gauche est clairement en recul, malgré la petite victoire d'Andrés Manuel López Obrador à la présidentielle mexicaine, un homme de gauche, mais allié à des évangéliques de droite, dans un pays livré à la guerre des gangs... On dit souvent que si les Etats-Unis avaient eu Bernie Sanders comme candidat à la présidence (d'ailleurs ils ont élu trois députées de sa mouvance, ouvertement socialistes, à leur chambre basse en novembre), Trump n'aurait pas été élu, mais au Brésil ils ont eu Lula et maintenant... ils ont Jair Bolsonaro, un souverainiste néo-libéral adepte des méthodes répressives musclées (son point commun avec Duterte, aux Philippines, à l'autre bout du Pacifique). On a souligné que Bolsonaro doit son élection non seulement au sentiment d'insécurité, mais aussi à la progression des cultes évangéliques chez les plus pauvres. Le vote évangélique fut aussi déterminant aux Etats-Unis en 2016 en faveur du candidat républicain. Cela marque un échec de la gauche latino-américaine à assumer certaines valeurs traditionnelles qui sont des valeurs refuge pour les plus défavorisés.

Quand le vénézuélien Maduro défend un christianisme "hindouiste" (lui-même est ou a été membre de la secte du gourou indien Saï Baba) et demande à la constituante de débattre du mariage homosexuel, tout comme les FARC colombiennes avant leur retour dans le jeu politique ont défendu les



Que va devenir Julian Assange, maintenant que Lenin Moreno, successeur du progressiste Correa à la tête de l'Equateur, a fait prendre un virage néo-libéral à son pays, alignant sa politique étrangère sur celle des Etats-Unis ?

droits des LGBT, ces militants révolutionnaires ne sont pas en phase avec le besoin de sécurité des plus pauvres, qui passe aussi par la défense des structures familiales alors que les Etats ont été très affaiblis par le consensus de Washington. Il en va de même d'ailleurs quand le président uruguayen ancien marxiste Pepe Mujica après avoir dépénalisé l'avortement, légalisait en 2013 le commerce de la Marijuana en partenariat avec le financier George Soros (qu'il a rencontré en compagnie du patron de l'empire Rockefeller) en ouvrant le marché de son pays à la marijuana transgénique de Monsanto dont Soros est le principal actionnaire. Au même moment, d'ailleurs, le gouvernement uruguayen donnait des garanties aux investisseurs étrangers et entrait dans un bras de fer avec l'Argentine de Cristina Kirchner pour se rapprocher des démocrates américains, signant la fin de la politique d'intégration du continent sud-américain. Le successeur Tabaré Vázquez a suivi la ligne de Mujica, c'est-à-dire un programme libéral-libertaire sur le plan des mœurs, très compatible avec les intérêts financiers internationaux, et qui coupe la gauche de sa base populaire ensuite récupérée par des groupes religieux de droite.

En Europe le parti communiste tchèque me paraît plus avisé de s'être rallié au millionnaire centriste anti-européiste Andrej Babis qui a au moins le mérite d'entraver l'idéal libre-échangiste de Wall Street, tout comme, au Royaume Uni, Jeremy Corbyn quand il soutient la ligne du Brexit malgré toutes les immondices que la grande presse balance sur son compte sur le thème de l'antisémitisme.

Cuba a bien réussi le passage de témoin à Miguel Diaz-Canel, et la Bolivie, ainsi que le Nicaragua (malgré une quasi-insurrection de l'extrême droite sur la réforme des pensions) résistent bien, mais l'Equateur a basculé dans le camp américain ce qui pourrait coûter la vie à Julian Assange, et le péronisme de gauche soumis à une forte pression judiciaire

paraît peu à même de reprendre la main en Argentine malgré la crise économique qui secoue le pays. Il semble que, dans cette partie du globe, le capitalisme pourra de nouveau avoir les coudées franches.

A&P : Qu'en est-il de l'Afrique ?

F.D. : On a eu un sentiment de pacification relative cette année, même si la bande sahéenne reste soumise aux attaques djihadistes. La réconciliation entre l'Erythrée et l'Ethiopie (deux pays aussi peu démocratiques l'un que l'autre) mais aussi l'accord de paix au Soudan dans la guerre la plus meurtrière des années 2010 sont deux bonnes nouvelles. Le Zimbabwe et l'Angola, dont l'existence même comme Etats indépendants était très liée à la figure tutélaire d'un seul homme ont su, cette année, se doter d'un nouveau « leadership » comme disent les commentateurs à la mode, sans verser dans la guerre civile, et, à côté de la grande pauvreté persistante il y a des progrès ponctuels grâce à des innovations technologiques : recours à l'énergie solaire, téléphone portable, etc. Ça, c'est pour le côté positif des choses. Mais les rivalités économiques et géopolitiques autour du continent africain sont très inquiétantes pour l'avenir alors que le continent voit ses mines, sa faune et ses forêts toujours plus soumis au pillage le plus cynique ; ses terres sont accaparées par des intérêts européens, chinois, américains, indiens quand les fils de ses paysans appauvris vont s'entasser dans les villes. Voilà encore une folie dont on voit mal comment elle pourrait s'inverser.

L'emprise de la France sur ses anciennes colonies reste considérable, à l'exception de la Centrafrique qui semble jouer la carte de Moscou. Bolloré contrôle les ports de la région, Dominique Strauss-Kahn conseille discrètement ses dirigeants. Le jeu est plus ouvert du côté de l'Afrique centrale autrefois belge et orientale autrefois anglaise. L'intégrité

DÉCRYPTAGE

Monde

territoriale du Congo reste incertaine quand on voit, à un mois et demi des élections présidentielles dans ce pays, Peter Pham, auteur dans le New York Times en 2012 de l'article « To save Congo, let it fall apart » (en Français : « Pour sauver le Congo, laisse-le désintégrer ») au poste de nouvel envoyé spécial pour la Région des Grands Lacs...

Il existe en réalité un gros enjeu autour de la construction d'un chemin de fer entre la région des Grands Lacs et Dar es Salam. Si le président évangélique hutu Pierre Nkurunziza – qui avait été le premier chef d'Etat africain à féliciter Trump pour son élection après la kabbale menée contre lui par les démocrates américains et le rwandais tutsi Paul Kagame – a renforcé son pouvoir en interne à l'occasion du référendum constitutionnel du printemps dernier, la Tanzanie méritera qu'on suive son évolution. Ce pays gouverné depuis l'indépendance par un parti en principe dépositaire d'un certain héritage socialiste commence à s'écarter de la political correctness dominante, depuis l'élection à la présidence, en 2015, de John Magufuli, un relatif outsider du système politique, ancien ministre des infrastructures à la réputation d'incorruptible. L'homme n'hésite pas cette année à faire incarcérer, sur la base du code pénal national, des stars tanzaniennes du show biz protégées par les sociétés californiennes et new-yorkaises lorsqu'elles étalent leurs sex tapes sur Internet ; il place en garde à vue des activistes étrangers de la mouvance Soros venus enquêter sur la liberté des journalistes, et contre les lois du marché en obligeant l'armée à acheter aux petits planteurs de noix de cajou au double de leur prix réel, dans un contexte de chute des cours des matières premières. Tout cela lui vaut une grande popularité dans son pays et d'hostilité chez les financiers internationaux et dans la grande presse. Il faudra voir quel sort ces derniers lui réservent. Et il ne faut pas perdre de vue non plus le sort pénible de minorités qui ne font pas la "une" de nos journaux comme les chrétiens biafrais au Nigéria dont le sort, sans égal en Asie celui des Rohingyas musulmans en Birmanie, est comparable à celui des Karens chrétiens dans ce pays, ou celui des papous sous la férule indonésienne. Pour les intérêts de la France il faut surtout se préoccuper du Maghreb qui est le verrou de la sécurité de la Méditerranée méridionale. Dans la Libye livrée au règne des milices (et qui est un verrou important des migrations africaines), le soutien de Paris au général Haftar, ami des Egyptiens, des Russes, et des Emiratis est plus que contestable car il affaiblit le gouvernement reconnu par l'ONU et nous met en porte à faux avec l'Italie. En Tunisie, on voit une riche amie d'Emmanuel Macron et des réseaux de Soros, annoncer qu'elle sera peut-être candidate à la présidentielle de 2019... L'évolution du régime du FLN en Algérie reste aussi à suivre de très près.

A&P : Que peuvent faire les Français progressistes sur l'international ?

F.D. : Toujours garder un regard sceptique sur les journaux contrôlés par les capitalistes internationaux. Refuser de voir dans les ennemis officiels - la Russie, la Chine ou l'Iran – des menaces effectives. Se rendre compte que tout cela procède d'une théâtralisation et d'une manipulation (souvent de bonne foi d'ailleurs car ceux qui relayent la désinformation n'ont pas de recul par rapport à la société dans laquelle ils vivent). Ensuite il faut refuser le discours dominant selon

lequel les retours conservateurs au cadre national ou aux politiques familiales classiques sont nécessairement négatifs. En ce moment, la gouvernance mondiale par les banquiers et leur bras armé de l'OTAN (ou quel que soit le nom qu'on lui donnera à l'avenir) constitue le vrai danger, pas les Etats-nations qui ont une vocation protectrice dans un pareil contexte. Ensuite il faut agir pour sortir des fausses alternatives Macron/Le Pen, Clinton/Trump. Les partis politiques sont des structures très fragiles qui peinent à résister. On l'a vu avec la perquisition dans les locaux de la France Insoumise. A leur fragilité face à la justice, face à l'espionnage policier, face à la manipulation médiatique, s'ajoutent les auto-censures qui pèsent sur eux par peur du fantôme de l'extrême-droite. Voyez justement la difficulté qu'a eu la France Insoumise à accepter l'idée d'une sortie de l'euro (tout comme Mélenchon avait peine à prendre des positions claires au début du conflit libyen, ou sur la Syrie). Or, justement cette hésitation des partis politiques même anti-système à adapter leurs logiciels nourrit le terreau de l'extrême-droite et fait déboucher le système électoral sur les mêmes sempiternelles apories entre le candidat des banquiers et des opposants peu crédibles. Pour le citoyen, l'action de transformation politique passe peut-être encore par les partis traditionnels, mais aussi par l'action directe, dans les associations, dans les syndicats. Pas sur les réseaux sociaux qui sont des pièges qui enferment les gens dans la drogue du virtuel. Dans la rue, dans la porte à porte chez les gens. Il faut trouver des armes nouvelles contre chaque désinformation des médias, disqualifier la légitimité de la Cinquième République qui, sur des sujets très graves comme la guerre du Yémen, la politique de santé au service des grands laboratoires internationaux ou les trafics d'êtres humains dissimulés par la politique d'aide aux migrants, restent trop concentrés entre les mains de la présidence de la République. Il y a beaucoup à faire et il reste à trouver à chaque fois les angles d'attaque qui permettraient de rentabiliser au maximum l'énergie investie dans l'action.

■ *Propos recueillis par Denis Anselmet en fin 2018*

Frédéric Delorca

Dernières publications :

Programme pour une gauche française décomplexée, Le Temps des Cerises, Paris, 2007

Transnistrie, Voyage officiel au pays des derniers Soviets, Editions du Cygne, Paris, 2009.

Abkhazie, A la découverte d'une « République » de survivants, Editions du Cygne, Paris, 2010

L'ingérence de l'OTAN en Serbie, Aux origines du renouveau de l'anti-impérialisme en France, Editions du Cygne, Paris, 2014

Au coeur des mouvements anti-guerre (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Mali, Ukraine...), Editions du Cygne, Paris, 2015

Les régimes populistes face au mondialisme, Du coup d'Etat égyptien à l'insurrection catalane (2013-2017), Editions du Cygne, Paris, 2017)

LA CGT MILITE POUR LA PAIX

Au moment où les ventes d'armes à destination de pays peu recommandables ont défrayé la chronique (notamment sur la poursuite des livraisons à l'Arabie Saoudite), des salarié.e.s de Thalès ont souhaité exprimer publiquement leur position sur le commerce des armes et formuler des propositions qui font pièce à bien des idées reçues. Nous en publions ici l'intégralité, avec l'autorisation du syndicat CGT de Thalès.

A l'heure où de nombreux conflits se développent à travers le monde, les adhérent.e.s de la CGT Thales, réuni.e.s en Assemblée Générale, tiennent à rappeler leur engagement et celui de la CGT en faveur de la paix et du désarmement. Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation dans plusieurs pays qui font l'actualité :

- Au Yémen où la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite est accusée par de nombreuses ONG de bombardements aveugles sur les populations civiles,
 - A Gaza, où depuis le début de l'année des centaines de personnes sont mortes. Récemment 3 enfants palestiniens ont été tués par des drones de l'armée israélienne,
 - La Syrie, l'Iraq ou encore la Libye où le monde occidental et la Russie ont de lourdes responsabilités dans ce qui se passe,
 - Le corollaire à tout cela, ce sont les milliers de morts, d'hommes, femmes et enfants fuyant les bombardements et la misère, recensés chaque année en méditerranée.
- Nous refusons l'idée selon laquelle les violations des droits les plus élémentaires de l'Humanité puissent être étouffées au nom d'une sacro-sainte course aux profits. Nous nous refusons d'être des complices tacites.
- Compte tenu de la situation mondiale, nous admettons la nécessité des forces armées pour la défense des pays et des populations. Mais la CGT a toujours refusé que les armes

soient considérées comme des marchandises banales. Cette banalisation conduit au surarmement, à la déstabilisation de régions entières du globe et à des victimes innocentes. Par ailleurs, les conséquences de cette déstabilisation engendrent dans les pays occidentaux des réactions populistes, racistes et/ou antisémites.

Les profits importants générés par Thales doivent servir à se réorienter vers des activités utiles au développement humain et écologique durable. Les investissements nécessaires dans le domaine militaire, subventionnés souvent par de l'argent public, doivent aussi servir au développement d'activités civiles répondant aux besoins des citoyens.

Cette orientation stratégique du Groupe a été développée par le passé et a donné lieu à des applications remarquables. Aujourd'hui encore, la CGT défend l'idée du développement d'une filière industrielle dans le domaine médical. Celle-ci pourrait permettre à la France de regagner une indépendance qu'elle a perdue et qu'elle paie aujourd'hui très cher quand il s'agit par exemple d'approvisionner les hôpitaux en scanner. Elle pourrait aussi répondre à des besoins criants dans le domaine de la santé publique.

Nous soutenons les ONG qui militent pour la transparence sur les ventes d'armes et le désarmement.

Nous demandons :

- Des précisions sur la participation de Thales au commerce des armes sur les zones de conflit, notamment le Yémen,
- L'interruption du commerce des armes aux pays belligérants, notamment à destination de l'Arabie Saoudite et d'Israël,
- La reconnaissance d'un véritable droit de retrait éthique pour les salarié.e.s du Groupe,
- La réorientation de l'activité de Thales vers une plus grande dualité civile-militaire.

Coordination CGT THALES

La Défense – Immeuble Monge – 22 place des Vosges - 92400
COURBEVOIE
www.cgthales.fr



SOUTENEZ Initiatives Citoyenneté Défense, abonnez-vous à «L'arme et la Paix»

Nom : Prénom :
Rue :
Code postal : Commune :
e-mail : Tél. :

- Je souhaite être tenu informé(e) des initiatives de l'association ICD :
par courrier par courriel

- Je deviens membre de l'association ICD : (ci-joint cotisation annuelle de 15 €, par chèque à l'ordre d'ICD, donnant droit à l'envoi gratuit de la publication trimestrielle)

(retourner à : Association ICD, MJC de Fontaine, 39 avenue du Vercors, 38600 Fontaine)

Pour nous joindre : associcd@gmail.com - site internet : <http://www.icd-citoyennetedefense.fr>